

Gegenstand der richterlichen Beurteilung gemacht hat, handeln würde. Dann natürlich wäre vorliegend der gesetzliche Streitwert gegeben, indem der Betrag, welchen der Kläger den Beklagten nicht zahlen (und nicht schuldig sein) will und der Betrag, den er seinerseits von diesen verlangt, zusammen gerechnet mehr als 4000 Fr. beträgt. Es dürfte aber ohne weiteres klar sein, dass es nicht angeht, den Begriff des Rechtsbegehrens als gleichbedeutend mit dem Begriff des Anspruches, wie dieser in Art. 60 Abs. 1 OG gemeint ist, aufzufassen. Bei der negativen Feststellungsklage auf Aberkennung einer vom Gegner behaupteten Forderung handelt es sich nicht um einen Anspruch des Klägers im Sinne des erwähnten Artikels, sondern um einen Anspruch des Gegners, der mit dem klägerischen Anspruch nicht zusammen gerechnet werden darf. Das ergibt sich mit voller Deutlichkeit aus Abs. 2 dieser Vorschrift, wonach für die Streitwertbemessung der Betrag einer Widerklage nicht mit demjenigen der Hauptklage zusammengerechnet wird. Darnach muss eine Zusammenrechnung von Anspruch und Gegenanspruch schlechthin als ausgeschlossen erachtet werden; denn sonst hätte es ja der jeweilige Kläger, dem der Gegner mit einem Gegenanspruch droht, in der Hand, die Zuständigkeit des Bundesgerichtes trotz Art. 60 Abs. 2 OG dadurch zu erzwingen, dass er zum vorneherein die ihm drohende Widerklage in Form einer negativen Feststellungsklage mit zum Gegenstand seiner Hauptklage macht.

Die Berufungskläger scheinen nach der Bemerkung, welche sie in ihrer Berufungsschrift über den Streitwert angebracht haben, argumentieren zu wollen, das Interesse am Ausgang des Prozesses sei doch sowohl für den Kläger, als die Beklagten, gleich der Summe der beiden einander gegenübergestellten Forderungen. Allein dieses Interesse ist eben für die Bemessung des Streitwertes nach Art. 60 OG nicht massgebend. Das erhellt wiederum deutlich aus Absatz 2 dieser Vorschrift. Überall, wo Haupt- und

Widerklage einander gegenüberstehen, geht das Interesse der Parteien auf die Summe der Forderung und Gegenforderung; dieses kann mithin in einem gegebenen Fall nahezu den Betrag von 8000 Fr. erreichen, während gleichwohl nicht einmal der Streitwert für das schriftliche Verfahren gegeben ist, nämlich dann, wenn keine der beiden einander gegenübergestellten Forderungen für sich allein den Betrag von 4000 Fr. erreicht.

## VI. EISENBAHNHAFTPFLICHT

### RESPONSABILITÉ CIVILE DES CHEMINS DE FER

#### 11. Arrêt de la II<sup>e</sup> Section civile du 31 janvier 1930 dans la cause Besson contre Société électrique Vevey-Montreux.

*Responsabilité civile des entreprises de chemin de fer. Interprétation de l'art. 11 de la loi fédérale du 28 mars 1905.*

En matière de réparation d'un dommage matériel, le principe de la responsabilité causale (dispense de la preuve d'une faute à la charge de l'entreprise) n'est applicable qu'autant que celui sous la garde duquel se trouvait l'objet perdu, détruit ou avarié a été lui-même tué ou blessé. Lorsqu'un accident a eu pour conséquence la destruction d'une automobile, le conducteur qui poursuit la réparation du dommage résultant de la perte de sa voiture doit, s'il n'a pas été blessé, rapporter la preuve de la faute de l'entreprise, lors même qu'auraient été blessées les personnes qui se trouvaient avec lui dans l'automobile.

#### *Résumé des faits :*

J. Besson était propriétaire d'une automobile qu'il avait transformée en voiture-ambulance. Le 4 décembre 1926, il conduisait une malade d'Aigle à Genève. Dans l'automobile avaient également pris place une garde et un infirmier. Comme il arrivait à la Tour de Peilz, Besson se trouva soudain devant un tramway. Il ne put éviter

la collision. Prise de biais, l'automobile fut écrasée contre un arbre. Alors que les trois autres personnes furent plus ou moins grièvement atteintes, Besson s'en tira sans aucune blessure.

Le 12 septembre 1927, il assigna la Société électrique Vevey-Montreux en paiement de 11 242 fr., montant auquel il évaluait le dommage matériel résultant de l'accident, savoir : coût de remplacement de la voiture, perte de gain, salaire de l'infirmier et frais divers, et 3500 fr. à titre de réparation morale en application de l'art. 49 CO.

Par jugement du 9 juillet 1929, la Cour civile du Tribunal cantonal vaudois a alloué au demandeur la somme de 8463 fr. 40.

Les deux parties ayant recouru au Tribunal fédéral, celui-ci a réduit l'indemnité à la somme de 6000 fr. correspondant à la valeur de l'automobile.

#### *Extrait des motifs :*

Le Tribunal fédéral ne peut également que se ranger à l'opinion des premiers juges touchant l'interprétation de l'art. 11 de la loi du 28 mars 1905. Ainsi qu'il résulte des termes mêmes de cette disposition et de l'opposition des al. 1 et 2, la responsabilité de l'entreprise, en cas de dommage matériel, est réglée d'une manière différente suivant que la personne même sous la garde de qui se trouvaient les objets avariés, détruits ou perdus a été ou non tuée ou blessée. Tandis que dans le premier cas la responsabilité de l'entreprise est subordonnée aux mêmes conditions que pour la réparation du dommage résultant de la mort ou des lésions corporelles, c'est-à-dire sans qu'il y ait lieu pour le lésé de rapporter la preuve d'une faute de l'entreprise, dans le second cas, au contraire, le lésé n'a droit à une indemnité que s'il y a eu faute de l'entreprise.

Que cette distinction puisse parfois aboutir à des résultats non satisfaisants, cela n'est pas douteux. Il peut effectivement paraître « bizarre », suivant l'expression de

la Cour, que, lorsqu'un accident, dû à la collision d'une automobile et d'un tramway, a eu pour conséquence, comme en l'espèce, que trois des occupants de l'automobile ont été plus ou moins grièvement blessés, le propriétaire de l'automobile, qui se trouvait également dans la voiture, doit néanmoins rapporter la preuve de la faute de l'entreprise pour obtenir la réparation des dégâts causés à l'automobile pour cette seule raison qu'il n'a pas été lui-même blessé, tandis que la lésion la plus légère, pour peu qu'il en eût été lui-même atteint, suffirait à le mettre au bénéfice du principe de la responsabilité causale. Mais, comme l'observe à juste titre le tribunal cantonal, l'article 11 ne souffre pas une autre interprétation. La distinction qu'il pose était déjà consacrée par l'article 8 de la loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1875, c'est-à-dire à une époque où l'automobile n'existait pas encore, et tient au fait que le législateur n'a vraisemblablement eu en vue que les dommages causés aux objets se trouvant sous la garde des personnes transportées par l'entreprise. S'il était naturel, lorsque le voyageur avait été tué ou blessé, d'étendre à la réparation des dégâts matériels le principe consacré par l'article 1<sup>er</sup> de la loi pour la réparation de dommages résultant de la mort ou des lésions, il n'en était plus de même dans le cas où le dommage subi était purement matériel. Il n'y avait plus alors les mêmes raisons de soumettre l'entreprise au régime exceptionnel de l'article 1<sup>er</sup>.

Le fait que les personnes qui se trouvaient avec le demandeur dans l'automobile ont été blessées n'est donc pas un motif pour s'écarter de la règle posée à l'art. 11 al. 2. La question serait, il est vrai, discutable si, le demandeur n'ayant pas subi de dommage matériel mais ayant été blessé, la présente action avait pour but de faire condamner l'entreprise à la réparation du dommage résultant de la destruction, de l'avarie ou de la perte d'objets appartenant aux autres occupants de la voiture, et l'on pourrait alors se demander si ces objets ne devraient

pas être considérés comme ayant été sous la garde du demandeur, en tant que conducteur de l'automobile. Mais, en l'espèce, on ne peut évidemment pas dire que l'automobile était sous la garde des personnes qui ont été blessées. Ainsi que l'a jugé la Cour civile, la demande ne saurait donc être admise qu'autant que l'accident devrait être attribué, en partie tout au moins, à une faute de la défenderesse, autrement dit de son employé Monachon.

## VII. MUSTER- UND MODELLSCHUTZ

### PROTECTION DES DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

#### 12. Auszug aus dem Urteil der I. Zivilabteilung vom

29. Januar 1930 i. S. Textor A.-G. gegen Jakob Rohner A.-G.

Abgrenzung der Berufung von der kantonalen Nichtigkeitsbeschwerde.

Art. 12 Ziff. 1 Musterschutzgesetz.

Gegenstand des Experten- und Zeugenbeweises bei der Frage, ob ein Muster bei der Hinterlegung neu gewesen sei.

Für die Frage der Neuheit eines Musters kommen grundsätzlich nur die Verhältnisse im Inland in Betracht. Eine einmalige Bestellung des Musters durch einen Agenten des Inhabers vor der Hinterlegung könnte der Neuheit nichts schaden, auch wenn bei ausschliesslicher Exportware ausnahmsweise auch auf die Verhältnisse im Ausland abzustellen wäre.

A. — Die Klägerin hat am 20. Februar 1925 ihre Stickereimuster Nr. 40,031 und 40,032 und am 22. Januar 1927 Nr. 43,885 beim eidgenössischen Amt für geistiges Eigentum hinterlegt. Die den Mustern entsprechenden Erzeugnisse der Klägerin sind vorwiegend oder ausschliesslich für die Ausfuhr nach Marokko bestimmt. Im Jahre 1926, vor der Hinterlegung des Musters Nr. 43,885, war dort durch den Vertreter der Klägerin, Jakob Buenos & Fils aîné in Rabat eine Bestellung auf diesem Muster aufgenommen worden.

B. — Die Klägerin stellte fest, dass die Beklagte die drei Muster nachgemacht und in den Handel gebracht habe, und zwar das Muster der Klägerin Nr. 40 031 unter Nr. 6735, Nr. 40,032 der Klägerin unter Nr. 6597, 6320 A und 6597 A, und Nr. 43 885 der Klägerin unter Nr. 6594 und 6106 A. Sie hat deshalb am 18. Februar 1928 eine Klage gegen die Beklagte beim Handelsgericht des Kantons St. Gallen anhängig gemacht und die Rechtsbegehren gestellt :

1. Es sei gerichtlich zu erkennen, die Beklagte habe sich der widerrechtlichen Kopie resp. Nachahmung der klägerischen Muster 40,031, 40,032 und 43,885 schuldig gemacht.

2. Die Beklagtschaft habe die fraglichen Muster aus der Kollektion zu entfernen und die allfällig vorhandenen Warenbestände dem Gerichte resp. der Klägerschaft zur Verfügung zu stellen.

3. Die Beklagte habe der Klägerin je 25 % des direkten und indirekten Schadens auf den von der Beklagten nach diesen Mustern gelieferten Quantitäten und auf den klägerischen Preisen berechnet, eventuell einen Betrag nach gerichtlicher Expertise und richterlichem Ermessen zu bezahlen.

4. — Beweiserhebung.

C. — Die Beklagte hat Widerklage mit dem Rechtsbegehren erhoben, der Musterschutz der Nr. 40,031, 40032, und 43 885 der Klägerin sei ungültig zu erklären.

D. — Durch Zwischenurteil vom 27. Juni 1928 hat das Handelsgericht des Kantons St. Gallen gefunden, dass der Vorwurf der Nachahmung begründet sei, da trotz geringfügiger Abweichungen der Gesamteindruck der Muster derselbe sei. Die Einrede der mangelnden Neuheit hat es abgewiesen, soweit sich die Beklagte auf die einmalige Bestellung in Marokko auf dem Muster Nr. 43,885 berufen hatte.

Durch Endurteil vom 21. November 1928 hat das Handelsgericht erkannt :